

**BIGBEN INTERACTIVE**  
Société anonyme au capital de 37.399.466 euros  
Siège social : 396/466, rue de la Voyette – CRT 2 – 59273 Fretin  
320 992 977 R.C.S. Lille Métropole

**RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION  
SUR LA PARTIE EXTRAORDINAIRE  
A L'ASSEMBLEE GENERALE MIXTE  
DU 22 JUILLET 2022**

Mesdames, Messieurs,

Nous vous avons réunis en assemblée générale mixte (ordinaire et extraordinaire) conformément aux prescriptions légales, réglementaires et statutaires afin de vous rendre compte de l'activité de notre Société durant l'exercice écoulé et de soumettre à votre approbation les comptes sociaux et consolidés arrêtés au 31 mars 2022. Il vous sera également demandé lors de cette assemblée de statuer à titre extraordinaire sur différentes résolutions en vue notamment (i) de déléguer votre compétence au conseil d'administration en matière d'augmentation de capital et (ii) de modifier l'article 3 « Objet » des statuts de la Société.

En dehors de ce qui figure au présent rapport, les informations relatives à la partie ordinaire de l'assemblée générale et notamment à l'approbation des comptes sociaux et consolidés de l'exercice clos le 31 mars 2022, ainsi qu'à la marche des affaires sociales, figurent dans le rapport de gestion et dans le rapport sur le gouvernement d'entreprise établis par le Conseil d'administration et intégrés dans le Document d'Enregistrement Universel de la Société.

Les convocations prescrites par la loi vous ont été régulièrement adressées et tous les documents et pièces prévus par la réglementation en vigueur ont été tenus à votre disposition dans les conditions et délais prévus par les dispositions légales, réglementaires et statutaires.

Les Commissaires aux comptes de la Société vous rendront compte de leur mission dans leurs rapports.

Nous vous présentons, ci-après, les résolutions de la partie extraordinaire (ou qui lui sont liées), soumises à votre approbation dans le cadre de l'assemblée générale mixte du 22 juillet 2022.

L'ordre du jour de cette assemblée est le suivant :

**A TITRE ORDINAIRE**

1. *Approbation des comptes sociaux de l'exercice clos le 31 mars 2022 ;*
2. *Approbation des comptes consolidés de l'exercice clos le 31 mars 2022 ;*
3. *Affectation du résultat de l'exercice clos le 31 mars 2022 ;*
4. *Distribution en nature d'actions Nacon ;*
5. *Approbation des conventions visées aux articles L. 225-38 du Code de commerce ;*
6. *Approbation du rapport sur les rémunérations des mandataires sociaux émis en application de l'article L. 22-10-9 du Code de commerce ;*
7. *Approbation des éléments composant la rémunération totale et les avantages en nature versés ou attribués au Président ;*
8. *Approbation des éléments composant la rémunération totale et les avantages en nature versés ou attribués au Directeur général ;*
9. *Approbation des éléments composant la rémunération totale et les avantages en nature versés ou attribués au Directeur général délégué ;*
10. *Approbation de la politique de rémunération du Président ;*

11. *Approbation de la politique de rémunération du Directeur général ;*
12. *Approbation de la politique de rémunération du Directeur général délégué ;*
13. *Approbation de la politique de rémunération des administrateurs ;*
14. *Fixation du montant de la rémunération des membres du Conseil d'administration ;*
15. *Renouvellement du mandat d'administrateur de Monsieur Sébastien BOLLORE ;*
16. *Renouvellement du mandat de KPMG SA en qualité de co-Commissaire aux comptes titulaire ;*
17. *Renouvellement du mandant de SALUSTRO REYDEL en qualité de co-Commissaire aux comptes suppléant ;*
18. *Autorisation à donner au conseil d'administration en vue du rachat par la Société de ses propres actions conformément aux dispositions de l'article L. 22-10-62 du Code de commerce ;*
19. *Pouvoirs pour les formalités légales.*

## **A TITRE EXTRAORDINAIRE**

20. *Délégation de compétence au conseil d'administration à l'effet d'émettre des actions ordinaires de la Société et des valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société, avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires ;*
21. *Délégation de compétence au conseil d'administration à l'effet d'émettre, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires, des actions ordinaires de la Société et des valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société dans le cadre d'une offre visée au 1° de l'article L.411-2 du Code monétaire et financier ;*
22. *Autorisation donnée au conseil d'administration, en cas d'augmentation de capital avec ou sans droit préférentiel de souscription des actionnaires, d'augmenter le nombre de titres à émettre ;*
23. *Autorisation à consentir au conseil d'administration, en cas d'émission d'actions ordinaires ou de toute valeur mobilière avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires, de fixer le prix d'émission dans la limite de 10% du capital social ;*
24. *Délégation de compétence au conseil d'administration à l'effet d'émettre des actions ordinaires et des valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société, en rémunération d'apports en nature constitués de titres de capital ou de valeurs mobilières donnant accès au capital de sociétés tierces en dehors d'une offre publique d'échange ;*
25. *Délégation de compétence au conseil d'administration à l'effet de décider une ou plusieurs augmentation(s) de capital par incorporation de primes, réserves, bénéfices ou autres ;*
26. *Délégation de compétence au conseil d'administration à l'effet d'émettre des actions ordinaires et des valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société, en cas d'offre publique comportant une composante d'échange initiée par la Société ;*
27. *Délégation de compétence au conseil d'administration à l'effet d'augmenter le capital social par l'émission d'actions réservée aux adhérents d'un plan d'épargne ;*
28. *Limitation globale des émissions effectuées en vertu des Vingtième Résolution, Vingt et unième Résolution, Vingt-troisième Résolution, Vingt-quatrième Résolution, Vingt-cinquième Résolution, Vingt-sixième Résolution et Vingt-septième Résolution ;*
29. *Autorisation à donner au conseil d'administration à l'effet de procéder à l'attribution gratuite d'actions existantes ou à émettre de la Société au profit des membres du personnel salarié et des mandataires sociaux de la Société et de ses filiales au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce ou de certains d'entre eux ;*
30. *Autorisation à donner au conseil d'administration en vue d'annuler tout ou partie des actions détenues en propre par la Société, au titre de l'autorisation de rachat d'actions ;*
31. *Modification de l'article 3 « Objet » des statuts de la Société ;*
32. *Pouvoirs pour les formalités légales.*

**I. AUTORISATION A DONNER AU CONSEIL D'ADMINISTRATION EN VUE DE L'ACHAT PAR LA SOCIETE DE SES PROPRES ACTIONS ET EN VUE, LE CAS ECHEANT, DE L'ANNULATION DE TOUT OU PARTIE DES ACTIONS DETENUES EN PROPRE PAR LA SOCIETE (RESOLUTIONS 18 ET 30)**

La 18<sup>ème</sup> résolution qui vous est proposée vise à renouveler l'autorisation donnée au Conseil d'administration de procéder au rachat des actions de la Société dans les conditions prévues par la loi.

Les objectifs du programme de rachat, détaillés au sein de la 18<sup>ème</sup> résolution, sont identiques à ceux qui avaient été adoptés lors de l'assemblée générale mixte en date du 30 juillet 2021. Pour rappel, les objectifs sont les suivants :

- animer le marché des titres de la Société, notamment pour en favoriser la liquidité, par l'intermédiaire d'un prestataire de services d'investissement intervenant en tout indépendance dans le cadre d'un contrat de liquidité conforme à une charte de déontologie reconnue par l'Autorité des Marchés Financiers,
- honorer des obligations liées à des programmes d'options sur actions, d'attributions gratuites d'actions, d'épargne salariale ou autres allocations d'actions aux salariés et/ou mandataires sociaux de la Société et/ou des sociétés et entreprises qui lui sont liées,
- remettre des actions lors de l'exercice de droits attachés à des valeurs mobilières donnant accès, immédiatement ou à terme, au capital de la Société, ainsi que de réaliser toutes opérations de couverture à raison des obligations de la Société liées à ces valeurs mobilières, dans le respect de la réglementation en vigueur,
- conserver des actions pour remise ultérieure à titre de paiement ou d'échange, dans le cadre d'éventuelles opérations de croissance externe,
- annulation et réduction de capital corrélative, sous réserve de l'adoption de la vingt-neuvième résolution ci-après, et
- plus généralement, réaliser toute opération conforme à la réglementation en vigueur et à toute pratique de marché qui viendrait à être admise par l'Autorité des Marchés Financiers.

Les principaux objectifs visent notamment la possibilité d'assurer la liquidité et d'animer le marché secondaire des titres de la Société via un contrat de liquidité conclu avec un prestataire de services d'investissement ainsi que la possibilité d'annuler les actions rachetées (sous réserve de l'adoption de la 30<sup>ème</sup> résolution).

Le nombre maximal d'actions pouvant être rachetées ne pourra excéder 10% du nombre total d'actions composant le capital social de la Société, ce plafond étant abaissé à 5% en ce qui concerne les acquisitions d'actions réalisées en vue de leur conservation et de leur remise ultérieure en paiement ou en échange dans le cadre d'une opération de fusion, de scission ou d'apport. Les acquisitions réalisées par la Société ne pourront en aucun cas l'amener à détenir, à quelque moment que ce soit, directement ou indirectement, plus de 10% de son capital social, étant entendu que lorsque les actions seraient rachetées pour favoriser la liquidité dans les conditions prévues par le règlement général de l'Autorité des marchés financiers, le nombre d'actions pris en compte pour le calcul de la limite de 10% correspondrait au nombre d'actions achetées, déduction faite du nombre d'actions revendues pendant la durée de l'autorisation.

Le prix maximal d'achat des actions est arrêté à 40 euros, afin de tenir compte d'une potentielle évolution du cours de l'action. Le plafond global des achats est fixé à 40.000.000 euros.

Afin de permettre l'utilisation de l'intégralité des objectifs visés au sein de la 18<sup>ème</sup> résolution, nous vous demandons d'autoriser le conseil d'administration, conformément aux dispositions de l'article L. 22-10-62 du Code de commerce, à annuler, en une ou plusieurs fois, tout ou partie des actions de la Société que cette dernière détiendrait au titre d'une autorisation d'achat de ses propres actions, et à réduire le capital social du montant nominal global des actions ainsi annulées, dans la limite de 10 % du capital par périodes de vingt-quatre (24) mois, étant rappelé que cette limite de 10 % s'appliquerait à un montant du capital de la Société qui serait, le cas

échéant, ajusté pour prendre en compte des opérations affectant le capital social postérieurement à l'assemblée (30<sup>ème</sup> résolution).

Ces autorisations seraient données pour une période de dix-huit (18) mois et mettraient fin respectivement aux délégations accordées par l'assemblée générale mixte en date du 30 juillet 2021, par ses 17<sup>ème</sup> et 29<sup>ème</sup> résolution.

**II. DELEGATION DE COMPETENCE AU CONSEIL D'ADMINISTRATION A L'EFFET D'EMETTRE DES ACTIONS OU AUTRES VALEURS MOBILIERES DONNANT ACCES AU CAPITAL DE LA SOCIETE, AVEC MAINTIEN DU DROIT PREFERENTIEL DE SOUSCRIPTION (RESOLUTIONS 20 ET 22), ET PAR INCORPORATION DE RESERVES (RESOLUTION 25)**

Afin de pouvoir répondre, le cas échéant, aux éventuels besoins de financement de la Société en s'adressant en premier lieu à ses actionnaires, nous vous proposons d'autoriser le conseil d'administration à (i) émettre des actions ou toutes autres valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société, avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires (résolution 20) ainsi que la faculté d'augmenter le nombre de titres à émettre (résolution 22), et (ii) augmenter le capital social par incorporation de primes, réserves, bénéfices ou autres (résolution 25).

Si vous approuvez ces résolutions, le conseil d'administration aurait la possibilité :

- 1) de décider l'émission d'actions ou autres valeurs mobilières donnant accès au capital, ainsi que de valeurs mobilières donnant droit à l'attribution de titres de créance avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires (résolution 20) :
  - le montant nominal global des augmentations de capital serait limité à 7.450.000 euros. Ce montant s'imputerait sur le plafond nominal global de 9.320.000 euros fixé à la 28<sup>ème</sup> résolution ;
  - la somme revenant ou devant revenir à la Société pour chacune des actions émises serait au moins égale à la valeur nominale de l'action à la date d'émission desdites valeurs mobilières ;
  - le montant nominal global des valeurs mobilières représentatives de titres de créances, donnant accès au capital social de la Société ou à des titres de créance, susceptibles d'être émises en vertu de cette délégation serait au maximum de 29.800.000 euros ou la contre-valeur de ce montant en cas d'émission en monnaie étrangère ou en unités de comptes fixées par référence à plusieurs monnaies, étant précisé que ce montant s'imputerait sur le plafond nominal global de 37.280.000 euros prévu à la 28<sup>ème</sup> résolution ;
  - les actionnaires bénéficieraient d'un droit préférentiel de souscription à titre irréductible et le conseil d'administration aurait en outre la faculté de leur conférer un droit de souscrire à titre réductible ;
  - si les souscriptions à titre irréductible, et le cas échéant, à titre réductible, n'absorbent pas la totalité d'une émission de valeurs mobilières, le conseil d'administration pourrait utiliser, dans l'ordre qu'il estimerait opportun, chacune des facultés offertes par l'article L.225-134 du Code de commerce ;
  - la délégation ainsi conférée au conseil d'administration serait valable pour une durée de dix-huit (18) mois à compter de l'assemblée ;
  - cette délégation mettrait fin à la délégation donnée par l'assemblée générale mixte en date du 30 juillet 2021 par sa 19<sup>ème</sup> résolution.

En vertu de la 22<sup>ème</sup> résolution, le conseil d'administration aurait la possibilité d'augmenter le nombre de titres à émettre, au titre de la 20<sup>ème</sup> et de la 21<sup>ème</sup> résolutions, dans les 30 jours de la clôture de la souscription, dans la limite de 15% de l'émission initiale et au même prix que celui retenu pour l'émission initiale.

- 2) de réaliser une augmentation de capital par incorporation de primes, réserves, bénéfices ou autres sommes dont la capitalisation serait admise (résolution 25) :
  - le montant nominal global des augmentations de capital serait limité à 3.700.000 euros. Ce montant s'imputerait sur le plafond nominal global de 9.320.000 euros fixé à la 28<sup>ème</sup> résolution ;
  - Cette autorisation serait conférée pour une durée de 18 mois et mettrait fin à l'autorisation conférée par l'assemblée générale du 30 juillet 2021 dans sa 24<sup>ème</sup> résolution.

**III. DELEGATION DE COMPETENCE A CONSENTIR A L'EFFET D'EMETTRE, AVEC SUPPRESSION DU DROIT PREFERENTIEL DE SOUSCRIPTION DES ACTIONNAIRES, DES ACTIONS ORDINAIRES DE LA SOCIETE ET DES VALEURS MOBILIERES DONNANT ACCES AU CAPITAL DE LA SOCIETE DANS LE CADRE D'UNE OFFRE VISEE AU 1° DE L'ARTICLE L. 411-2 DU CODE MONETAIRE ET FINANCIER (RESOLUTION 21)**

Les émissions décidées en vertu de cette délégation seraient effectuées dans le cadre d'une offre au profit d'investisseurs qualifiés ou d'un cercle restreint d'investisseurs visée au 1° de l'article L. 411-2 du Code monétaire et financier.

Les valeurs mobilières ainsi émises pourront consister en des titres de créances, être associées à l'émission de tels titres ou en permettre l'émission comme titres intermédiaires.

Le montant nominal maximum des augmentations de capital social susceptibles d'être réalisées immédiatement et/ou à terme, en vertu de la présente délégation, ne pourra ni être supérieur à 7.450.000 euros, ni, en tout état de cause, excéder les limites prévues par la réglementation applicable au jour de l'émission (à titre indicatif, au jour de la présente assemblée, l'émission de titres de capital réalisée par une offre visée à l'article L. 411-2 II du Code monétaire et financier est limitée à vingt pour cent (20 %) du capital de la Société par période de douze (12) mois, ledit capital étant apprécié au jour de la décision du conseil d'administration d'utilisation de la présente délégation) montant maximum auquel s'ajoutera, le cas échéant, le montant supplémentaire des actions à émettre pour préserver, conformément à la loi et, le cas échéant, aux stipulations contractuelles applicables, les droits des porteurs de valeurs mobilières et autres droits donnant accès à des actions.

Le montant nominal maximum des titres de créances pouvant être émis en vertu de la présente délégation serait fixé à 29.800.000 euros.

Nous vous proposons de décider que (i) le prix d'émission des actions de la Société dans le cadre de la présente délégation serait au moins égal au minimum prévu par les dispositions réglementaires applicables au jour de l'émission (à ce jour, à la moyenne pondérée des cours des trois dernières séances de bourse précédant le début de l'offre au public au sens du règlement (UE) n°2017/1129 du 14 juin 2017, éventuellement diminuée d'une décote maximale de 10 %, conformément aux dispositions de l'article R. 225-119 du Code de commerce), après correction, s'il y a lieu, de ce montant, pour tenir compte de la différence de date de jouissance et (ii) le prix d'émission des valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société serait tel que la somme perçue immédiatement, majorée, le cas échéant, de celle susceptible d'être perçue ultérieurement, soit, pour chaque action de la Société émise en conséquence de l'émission de ces valeurs mobilières, au moins égale au prix minimum tel que défini au (i) qui précède, après correction, s'il y a lieu, de ce montant, pour tenir compte de la différence de date de jouissance.

Tous pouvoirs seraient donnés au conseil d'administration pour mettre en œuvre, dans les conditions fixées par la loi et les statuts, la présente délégation à l'effet notamment, sans que cette liste soit limitative, d'arrêter les dates, les conditions et les modalités de toute émission ainsi que la forme et les caractéristiques des actions ou valeurs mobilières donnant accès au capital ou titres de créance à émettre, avec ou sans prime.

Cette délégation serait conférée pour une durée de 18 mois.

**IV. AUTORISATION A CONSENTIR AU CONSEIL D'ADMINISTRATION, EN CAS D'EMISSION D' ACTIONS ORDINAIRES OU DE TOUTE VALEUR MOBILIERE AVEC SUPPRESSION DU DROIT PREFERENTIEL DE SOUSCRIPTION DES ACTIONNAIRES, DE FIXER LE PRIX D'EMISSION DANS LA LIMITE DE 10% DU CAPITAL SOCIAL (RESOLUTION 23)**

Conformément aux dispositions des articles L. 22-10-52 du Code de commerce, nous vous demandons d'autoriser le conseil d'administration, pour une durée de dix-huit (18) mois, pour chacune des émissions décidées dans le cadre de la délégation consentie à la 21<sup>ème</sup> résolution qui sera soumise à votre approbation et dans la limite de 10 % du capital de la Société (tel qu'existant à la date de l'opération) par période de 12 mois, à déroger aux conditions de fixation du prix prévues par la 21<sup>ème</sup> résolution et à fixer le prix d'émission des actions ordinaires et/ou des valeurs mobilières donnant accès immédiatement ou à terme au capital émises, selon les modalités suivantes :

- le prix d'émission des actions ordinaires serait au moins égal à la moyenne pondérée par les volumes des cours des trois (3) dernières séances de bourse précédant sa fixation, éventuellement diminuée d'une décote maximale de 20 %, étant rappelé qu'il ne pourrait en tout état de cause être inférieur à la valeur nominale d'une action de la Société à la date d'émission des actions concernées. Il est précisé en tant que de besoin que cette décote de 20% est un maximum et que le conseil d'administration pourra décider, en fonction des conditions de marché, d'appliquer une décote inférieure. Par ailleurs, ce montant maximum de décote a été fixé selon les usages de marché et correspond à des pratiques de place observées pour des sociétés comparables. S'agissant d'opérations d'émissions de valeurs mobilières avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires la décote permet de faciliter la réalisation de telles opérations de financement si la Société devait décider de renforcer ses fonds propres dans les mois à venir en faisant usage de la délégation proposée à la 21<sup>ème</sup> résolution,
- le prix d'émission des valeurs mobilières donnant accès au capital serait tel que la somme perçue immédiatement par la Société, majorée, le cas échéant, de celle susceptible d'être perçue ultérieurement par elle, soit, pour chaque action émise en conséquence de l'émission de ces valeurs mobilières, au moins égale au prix d'émission défini au paragraphe ci-dessus.

Tous pouvoirs seraient donnés au conseil d'administration pour mettre en œuvre, dans les conditions fixées par la loi et les statuts, la présente autorisation.

**V. DELEGATION DE COMPETENCE AU CONSEIL D'ADMINISTRATION A L'EFFET D'EMETTRE DES ACTIONS ORDINAIRES ET DES VALEURS MOBILIERES DONNANT ACCES AU CAPITAL DE LA SOCIETE, EN REMUNERATION D'APPORTS EN NATURE CONSTITUES DE TITRES DE CAPITAL OU DE VALEURS MOBILIERES DONNANT ACCES AU CAPITAL (RESOLUTION 24) ET EN CAS D'OFFRE PUBLIQUE D'ECHANGE INITIEE PAR LA SOCIETE (RESOLUTION 26)**

Afin de pouvoir favoriser le développement du Groupe en lui permettant de saisir des opportunités de croissance externe qui se présenteraient, nous vous proposons d'autoriser le conseil d'administration à émettre des actions ordinaires et des valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société, afin de réaliser des opérations de croissance externe qui seraient

rémunérées en actions de la Société, tant pour l'acquisition de titres de sociétés non admis aux négociations sur un marché réglementé (résolution 24), que pour l'acquisition de titres de sociétés admis aux négociations sur un marché réglementé (résolution 26).

Si vous approuvez ces résolutions, le conseil d'administration aurait la possibilité :

- 1) de décider l'émission d'actions ordinaires et de toutes autres valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société, avec suppression du droit préférentiel de souscription, en rémunération d'apports en nature constitués de titres de capital ou de valeurs mobilières donnant accès au capital lorsque les dispositions de l'article L.22-10-54 du Code de commerce ne seraient pas applicables (résolution 24) :
  - le montant nominal des augmentations de capital social pouvant être réalisées au titre de cette délégation ne pourrait excéder un montant nominal global de 3.700.000 euros et en tout état de cause, ne pourrait pas excéder 10 % du capital de la Société au moment de son utilisation par le Conseil d'administration. Ce montant viendrait s'imputer sur le plafond nominal global de 9.320.000 euros prévu à la 28<sup>ème</sup> résolution.
  - le montant nominal global des valeurs mobilières donnant accès au capital ou à des titres de créance, susceptibles d'être émises serait au maximum de 14.800.000 euros, ou la contre-valeur de chacun de ces montants en cas d'émission en monnaie étrangère ou en unités de compte fixées par référence à plusieurs monnaies, étant précisé que ces montants viendraient s'imputer sur le plafond nominal global de 37.280.000 euros prévu à la 28<sup>ème</sup> résolution ;

La délégation ainsi conférée serait valable pour une durée de dix-huit (18) mois à compter de l'assemblée et mettrait fin à la délégation donnée par l'assemblée générale mixte en date du 30 juillet 2021 par sa 23<sup>ème</sup> résolution.

- 2) de décider de l'émission d'actions ou de valeurs mobilières donnant accès au capital, avec suppression du droit préférentiel de souscription, en cas d'offre publique d'échange initiée par la Société (résolution 26) :
  - le montant nominal des augmentations de capital social susceptibles d'être réalisées immédiatement ou à terme ne pourrait excéder un montant nominal global de 3.700.000 d'euros, étant précisé que ce montant viendrait s'imputer sur le plafond nominal global de 9.320.000 euros prévu à la 28<sup>ème</sup> résolution ;
  - le montant nominal global des valeurs mobilières donnant accès au capital ou à des titres de créance, susceptibles d'être émises serait au maximum de 14.800.000 euros, ou la contre-valeur de chacun de ces montants en cas d'émission en monnaie étrangère ou en unités de compte fixées par référence à plusieurs monnaies, étant précisé que ces montants viendraient s'imputer sur le plafond nominal global de 37.280.000 d'euros prévu à la 28<sup>ème</sup> résolution ;
  - les actionnaires de la Société ne disposeront pas du droit préférentiel de souscription aux actions et/ou valeurs mobilières qui seraient émises en vertu de la présente délégation, ces dernières ayant exclusivement vocation à rémunérer des titres apportés à une offre publique d'échange initiée par la Société.
  - le prix des actions et/ou valeurs mobilières qui seraient émises dans le cadre de la présente délégation sera défini sur la base de la législation applicable en matière d'offre publique d'échange.

Cette autorisation conférée au conseil d'administration serait valable pour une durée de dix-huit (18) mois à compter de l'assemblée et mettrait fin à l'autorisation donnée par l'assemblée générale mixte des associés du 30 juillet 2021 par sa 25<sup>ème</sup> résolution.

## **VI. DELEGATION DE COMPETENCE A L'EFFET D'AUGMENTER LE CAPITAL SOCIAL AU PROFIT DES ADHERENTS A UN PLAN D'EPARGNE (RESOLUTION 27)**

Nous vous rappelons qu'aux termes des dispositions de l'article L. 225-129-6 du Code de commerce, il est obligatoire de soumettre à toute assemblée générale appelée à se prononcer sur une augmentation de capital, un projet de résolution tendant à réaliser une augmentation de capital dans les conditions prévues aux articles L. 3332-18 et suivants du Code du travail et de l'article L. 225-138-1 du Code de commerce, à savoir réservée aux adhérents d'un plan épargne entreprise.

En conséquence, nous vous proposons d'autoriser le conseil d'administration à augmenter, en une ou plusieurs fois, le capital d'un montant nominal maximum de 1.100.000 euros, par émission d'actions ou d'autres titres donnant accès au capital de la Société, réservée aux adhérents à un plan d'épargne entreprise de la Société et des entreprises françaises ou étrangères qui lui sont liées dans les conditions de l'article L. 225-180 du Code de commerce et de l'article L. 3344-1 du Code du travail ; étant précisé que ce montant s'imputerait sur le plafond global de 9.320.000 € prévu à la 28<sup>ème</sup> résolution.

Dans ce cadre le prix de souscription des actions nouvelles serait déterminé par le conseil d'administration, selon les modalités prévues par l'article L. 3332-20 du Code du travail ;

La délégation ainsi conférée au conseil d'administration serait valable pour une durée de dix-huit (18) mois à compter de l'assemblée.

Nous vous appelons néanmoins à voter contre cette résolution, les actionnaires étant déjà appelés à se prononcer, au titre de la 29<sup>ème</sup> résolution, sur l'autorisation à conférer au conseil d'administration en vue d'émettre des actions gratuites d'actions au profit de certains membres du personnel de la Société et des sociétés qui lui sont liés, ainsi que de certains mandataires sociaux éligibles.

Si vous approuviez cette délégation, le conseil d'administration établirait à chaque usage de cette autorisation, conformément aux dispositions de l'article R. 225-116 du Code de commerce, un rapport destiné aux actionnaires décrivant les conditions définitives de l'opération et indiquant (i) l'effet dilutif potentiel de l'émission des valeurs mobilières sur la situation de chaque actionnaire, (ii) l'incidence potentielle de l'émission des valeurs mobilières sur la quote-part des capitaux propres par action et (iii) l'incidence théorique potentielle de l'émission des valeurs mobilières sur la valeur boursière de l'action de la Société telle que définie par l'article R. 225-115 du Code de commerce.

## **VII. LIMITATION GLOBALE DES EMISSION EFFECTUEES EN VERTU DES 20EME, 21EME, 23EME, 24EME, 25EME, 26EME ET 27EME RESOLUTIONS (RESOLUTION 28)**

Sous réserve de l'adoption des résolutions ci-avant qui seront soumises à votre approbation, nous vous proposons de fixer ainsi qu'il suit la limite globale des montants des émissions qui pourraient être décidées en vertu des délégations de compétence ou autorisations données au Conseil d'administration et résultant des 20<sup>ème</sup>, 21<sup>ème</sup>, 23<sup>ème</sup>, 24<sup>ème</sup>, 25<sup>ème</sup>, 26<sup>ème</sup> et 27<sup>ème</sup> résolutions qui seront soumises à votre approbation :

- le montant nominal maximal des augmentations de capital résultant des émissions d'actions ou de valeurs mobilières donnant accès au capital qui pourront ainsi être réalisées, que ce soit directement ou sur présentation de valeurs mobilières représentatives de titres de créances, ne pourra pas dépasser neuf millions trois cent vingt mille euros (9.320.000 €), le plafond ainsi arrêté n'incluant pas la valeur nominale globale des actions supplémentaires à émettre éventuellement, pour préserver, conformément à la loi et, le cas échéant, aux stipulations contractuelles prévoyant d'autres cas d'ajustement, les droits des titulaires des valeurs mobilières et autres droits donnant accès au capital,

- le montant nominal maximal des valeurs mobilières représentatives de titres de créance sur la Société pouvant être émises ne pourra dépasser le plafond de trente-sept millions deux cent quatre-vingt mille euros (37.280.000 €) ou la contre-valeur de ce montant en cas d'émission en monnaie étrangère ou en unités de comptes fixées par référence à plusieurs monnaies.

**VIII. AUTORISATION A L'EFFET DE PROCEDER A L'ATTRIBUTION GRATUITE D' ACTIONS EXISTANTES OU A EMETTRE AU PROFIT DE CERTAINS MEMBRES DU PERSONNEL SALARIE ET MANDATAIRES SOCIAUX ELIGIBLES DU GROUPE (RESOLUTION 29)**

Nous vous proposons d'autoriser le conseil d'administration à procéder, en une ou plusieurs fois, à des attributions gratuites d'actions existantes ou à émettre de la Société, au profit des membres du personnel et/ou mandataires sociaux qu'il déterminera parmi les membres du personnel salarié et mandataires sociaux visés à l'article L. 22-10-59 du Code de commerce, de la Société ou des sociétés ou groupements qui lui sont liés, français ou étrangers, dans les conditions de l'article L. 225-197-2 du Code de commerce, ou certaines catégories d'entre eux.

Dans ce cadre, le Conseil d'administration déterminerait l'identité des bénéficiaires, des attributions, le nombre d'actions attribuées ainsi que les conditions et les critères d'attribution des actions, étant précisé que l'acquisition définitive des actions pourra être soumise à certaines conditions qui seront définies par le Conseil d'administration à la date d'attribution.

Les modalités de l'autorisation consentie au conseil d'administration seraient les suivantes :

1. les attributions gratuites d'actions pourront être effectuées, en une ou plusieurs fois, en vertu de cette autorisation et ne pourront excéder 2 % du capital social existant de la Société à la date de décision de leur attribution, ces montants ne tenant pas compte des éventuels ajustements susceptibles d'être opérés conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables pour préserver les droits des porteurs de valeurs mobilières ou autres droits donnant accès au capital. A cet effet, le conseil d'administration serait autorisé, en tant que de besoin, à augmenter le capital social de la Société par incorporation de bénéfices, réserves ou primes d'émission ;
2. l'attribution des actions à leurs bénéficiaires deviendrait définitive au terme d'une période d'acquisition et d'une période de conservation dont la durée serait fixée par le Conseil d'administration, étant entendu que les périodes d'acquisition et de conservation pourront être inférieures à celles prévues par les lois et règlements ;
3. il est entendu que dans l'hypothèse d'une invalidité du bénéficiaire correspondant au classement dans la deuxième ou troisième des catégories prévues à l'article L. 341-4 du Code de la sécurité sociale, les actions lui seraient attribuées définitivement avant le terme de la période d'acquisition restant à courir, lesdites actions étant librement cessibles à compter de leur livraison.

La présente autorisation emporterait de plein droit au profit des bénéficiaires renonciation des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions qui seraient émises en vertu de la présente résolution.

En cas d'adoption de cette résolution par l'assemblée générale mixte, le conseil d'administration devra informer chaque année les actionnaires lors de l'assemblée générale ordinaire dans les conditions légales et réglementaires, en particulier de l'article L. 225-197-4 du Code de commerce, des opérations réalisées au titre de la présente autorisation, et notamment du nombre et de la valeur des actions qui, durant l'année et à raison des mandats et fonctions exercés dans la Société, ont été attribuées gratuitement.

L'autorisation conférée au conseil d'administration en vertu de la présente résolution serait valable pour une durée de dix-huit (18) mois à compter de la présente assemblée.

Cette autorisation mettrait fin à l'autorisation conférée au conseil d'administration par l'assemblée générale mixte du 30 juillet 2021 au titre de la 28<sup>ème</sup> résolution, pour la fraction non encore utilisée à la date de la présente assemblée.

#### **IX. MODIFICATION DE L'ARTICLE 3 « OBJET » DES STATUTS DE LA SOCIETE (RESOLUTION 31)**

Afin de tenir compte de l'évolution de l'activité de la Société, nous vous proposons de modifier l'article 3 « Objet » des statuts de la Société afin de faire en sorte que cet article corresponde à l'activité actuelle de la Société.

A ce titre, nous vous proposons de modifier la rédaction de l'article 3 des statuts qui serait désormais rédigé comme suit :

##### **« Article 3 – Objet social**

*La Société a pour objet en France et à l'étranger :*

- *la conception, la fabrication et le négoce par tous les canaux d'accessoires, de consoles et de logiciels de jeux ;*
- *la conception, la fabrication, le négoce par tous les canaux de produits d'horlogerie et d'objets connexes de nature électronique ;*
- *la conception, la fabrication et le négoce par tous les canaux de tous produits, accessoires et matériels relatifs à la radio, la radiotélévision, la téléphonie, le son et l'image ;*
- *la conception, la fabrication et le négoce par tous les canaux d'objets concernant l'électroménager, de produits électrotechniques et électroniques, et d'autres biens domestiques et en particulier, de systèmes d'alarmes ;*
- *la réalisation d'opérations industrielles, commerciales et intellectuelles se rapportant à la fourniture, sous toutes ses formes, de prestations de toute nature relatives à la logistique ;*
- *la prise de toutes participations, par tous moyens, à toutes entreprises ou sociétés créées ou à créer quels qu'en soit la nature juridique ou l'objet, notamment par voie de souscription, apport, commandite, rachat de titres ou droits sociaux, fusion, alliance ou association en participation ou groupement d'intérêt économique ou de location-gérance ;*
- *l'animation de l'activité des sociétés dans lesquelles elle détient des participations et plus généralement aux sociétés de son groupe, notamment la prestation de conseil et d'assistance dans les domaines commercial, administratif, gestion, stratégie de développement, marketing, financier, informatique, commissionnement d'apports d'affaires, etc. ;*
- *et, plus généralement, toutes opérations, de quelque nature qu'elles soient, juridiques, économiques et financières, civiles et commerciales, mobilières ou immobilières, se rattachant directement ou indirectement à l'objet social ou à tous autres objets similaires ou connexes, de nature à favoriser le but commercial poursuivi par la Société, son extension ou son développement.*

*Pour réaliser cet objet, la Société peut recourir en tous lieux à tous actes ou opérations de quelque nature et importance qu'ils soient, dès lors qu'ils contribuent ou peuvent contribuer, facilitent ou peuvent faciliter la réalisation des activités ci-dessus définies, ou qu'ils permettent de sauvegarder, directement ou indirectement, les intérêts commerciaux, industriels ou financiers de la Société ou de ses filiales. »*

Le reste des statuts demeure inchangé.

#### **X. POUVOIRS POUR LES FORMALITES LEGALES**

Nous vous proposons de donner tous pouvoirs au porteur de copies ou d'extraits du présent procès-verbal pour remplir toutes formalités de droit.

\* \* \*

Nous vous remercions de bien vouloir approuver les résolutions, reprenant les principaux points de ce rapport, qui vous sont présentées.

---

**Le conseil d'administration**  
Représenté par son Président  
Monsieur Alain Falc